



## Coopération environnementale



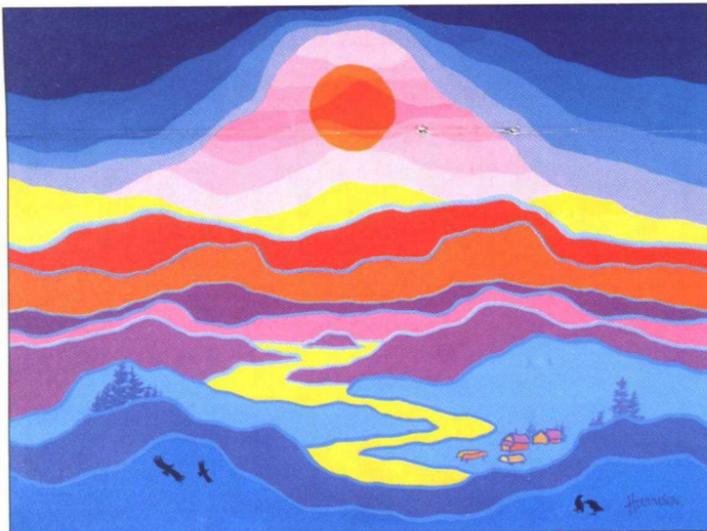
La vallée de Kitlope, bassin hydrographique de 3 170 km<sup>2</sup> situé dans la zone côtière centrale de la Colombie-Britannique, au Canada, où se trouve la plus grande forêt ombrophile côtière intacte au monde. La vallée jouit d'une protection permanente à la suite de l'entente conclue en août 1994 entre le gouvernement provincial, la Première nation des Haisla et la société West Fraser Timber Company, qui a abandonné à tout jamais ses droits de coupe.

L'année 1997 marque le cinquième anniversaire du Sommet de la Terre de Rio. Elle sera l'occasion de faire le point sur les questions relatives au développement durable dans les différentes régions du monde.

La consultation annuelle de haut niveau sur l'environnement qui a eu lieu en 1996 a donné la possibilité à la Commission européenne et au Canada de discuter de bon nombre de ces questions. Elle a permis à l'Union européenne et au Canada de trouver un terrain d'entente dans plusieurs domaines.

Les forêts étaient notamment à l'ordre du jour de ces consultations. L'UE et le Canada sont tous deux déterminés à réaliser la gestion durable des forêts. Les deux parties estiment que le travail international sur les forêts devrait avoir pour but de faire adopter un instrument juridiquement contraignant. Les deux parties sont également d'avis que les processus permettant de vérifier que les produits forestiers proviennent de forêts exploitées de façon écologiquement viable devraient être volontaires et ne devraient pas créer de barrières commerciales. Les discussions ont porté sur bien d'autres points, comme les priorités nationales, les objectifs internationaux en matière de développement durable pour 1997 et les mesures à prendre en ce qui a trait à la pollution marine.

### Plan d'action pour l'Arctique

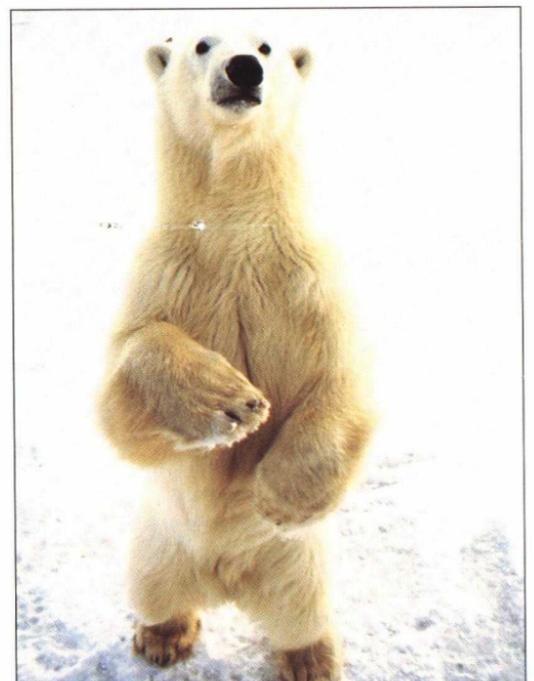


Affiche du Conseil de l'Arctique, dessinée par M. Ted Harrison, artiste du Nord.

L'Europe et le Canada partagent, non pas un océan, mais deux. Les deux confinent à l'océan Arctique, ainsi qu'à son environnement fragile. L'Arctique est menacé par les polluants qui y sont transportés par l'air ainsi que par des courants d'eau qui les y amènent de très loin. Ses populations autochtones, comme les Inuit et les Saami, doivent relever des défis sociaux, culturels et économiques bien particuliers pour maintenir leur mode de vie traditionnel.

Le Canada, la Finlande et le Danemark sont au nombre des partenaires d'une nouvelle organisation qui s'intéresse à ces questions. Le Conseil de l'Arctique, qui a été inauguré en septembre 1996, à Ottawa (Canada), sert de tribune aux huit pays de l'Arctique pour leur permettre de collaborer sur des questions d'intérêt commun. Trois organisations internationales représentant des peuples autochtones ont le statut de participants permanents aux travaux du Conseil. Le Canada est fier d'être le premier président du Conseil.

Le Conseil a pour objectif de travailler au développement durable en cherchant à concilier protection environnementale, bien-être culturel et développement socio-économique. Il servira également de tribune de collaboration future pour s'attaquer aux problèmes environnementaux internationaux qui menacent le milieu arctique.



En 1973, les cinq États où l'on retrouve des ours polaires, à savoir la Norvège, la Russie, le Danemark, les États-Unis et le Canada, ont signé un accord en vue de protéger ces animaux. La population des ours polaires est maintenant stable.

### Lutte contre la désertification

L'engagement qui a été pris en vue de négocier une Convention sur la lutte contre la désertification était l'une des grandes réalisations du Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992. Depuis, le Canada, tout comme l'Europe, participe au processus de la Convention et travaille avec les populations, les collectivités et les gouvernements afin de limiter la perte de terres productives.

C'est par son histoire que le Canada en est venu à s'intéresser à cette question. En effet, pendant les années 1930, la sécheresse et l'érosion ont soulevé des nuages de poussière qui ont noirci des milliers de kilomètres carrés de l'Ouest du Canada. Depuis, gouvernements,



chercheurs, agriculteurs et éleveurs ont trouvé des moyens plus durables de s'occuper de nos terres.

Les efforts du Canada à ce chapitre se doublent depuis une vingtaine d'années de sa participation à la Francophonie et au Commonwealth. Des projets canadiens permettent ainsi de s'attaquer à la désertification et à des problèmes connexes en Afrique, en Asie, dans les Antilles et en Amérique latine. Ces projets témoignent de la nécessité de rechercher des solutions globales. Ils tiennent compte aussi bien de l'environnement que des intérêts et des besoins des populations des régions menacées par la désertification.